



COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

Non à l'autoritarisme, oui à l'émancipation !

Suite aux attentats perpétrés en France, le Président de la République et la ministre de l'Éducation ont fait, tour à tour, des annonces sur les "valeurs républicaines", mais aussi sur l'autorité.

En martelant le mot "autorité" dans son intervention du 21 janvier, F. Hollande confond grossièrement autoritarisme et méthode pédagogique. Le lendemain, la ministre complète les propos du Président reprenant diverses mesures comme "l'enseignement moral et civique", la "nécessité de la maîtrise du français", la "réserve citoyenne d'appui aux écoles et aux établissements", la mise en place d'une "journée de la laïcité" et de la formation.

Pour la CGT Éduc'action, les réponses ne sont pas à la hauteur des enjeux. Non seulement elles occultent le fait que les enseignant-e-s se sont emparé-e-s depuis longtemps des questions de liberté et de laïcité, mais surtout elles laissent une nouvelle fois les personnels seuls face au sujet. Nous ne savons rien sur les moyens administratifs, techniques et humains ou sur les outils pédagogiques qui seront à la disposition des personnels pour lutter contre les discriminations et le racisme.

Nous aurions aimé avoir des propositions concernant, par exemple, l'amélioration de la gestion des groupes ou de la prise en compte de l'agressivité pour être au plus près de la réalité sociale où les sentiments d'injustice ou d'impunité côtoient la violence.

Nous aurions aimé que le MEN prenne en compte le projet d'École, de transformation sociale et de coopération pédagogique de la CGT Éduc'action. Il faut changer radicalement l'École pour qu'elle ne soit plus un lieu d'inégalité et de reproduction sociale, mais au contraire un lieu d'échanges et de l'apprentissage du "vivre ensemble". Elle doit permettre la construction des savoirs et de la liberté de pensée, d'épanouissement de chacun-e et porter des valeurs de solidarité et du droit à l'Éducation pour tous, sans aucune discrimination.

Plus que jamais, la CGT Éduc'action rappelle que l'École que nous voulons est un service public national, laïque, gratuit, obligatoire de 3 ans (dès 2 ans pour les familles qui le souhaitent) jusqu'à 18 ans.

Montreuil, le 23 janvier 2015

